

# Aux salarié·e·s de Sanofi



**Fabien Roussel,**  
Secrétaire national du PCF  
Député

Madame, Monsieur,

Nous tenons à vous faire part de tout notre soutien face au plan de suppression d'emplois annoncé par votre direction. Et vous dire que d'autres choix sont possibles.

**Il ne doit pas y avoir de plan de restructuration :**

**Quand tous les ans des milliards d'euros sont versés aux actionnaires :**  
3,9 milliards d'euros en 2019, soit l'équivalent en un an de 40 années de téléthon ;

**Quand Sanofi touche tous les ans 120 à 130 millions d'euros d'aides publiques sous forme d'exonérations sociales (CICE) ou du Crédit Impôt Recherche (1,5 milliards € sur 10 ans) ;**

Quand le président de la République appelle à relocaliser les activités industrielles et qu'il débloque 200 millions d'euros dont une bonne partie pour Sanofi.

Se désengager de 200 médicaments sur 300 produits, dont certains d'intérêt thérapeutique majeur, au motif que leur chiffre d'affaires serait trop faible, comme l'annonce la direction de Sanofi, est non seulement inacceptable mais aussi contraire aux impératifs sanitaires auxquels un groupe pharmaceutique de cette envergure se doit de répondre.

Nous sommes nombreux à dire que la santé n'est pas une marchandise.

---

**Grâce à votre travail**, de l'ouvrier à l'ingénieur, du technicien au cadre, Sanofi affiche des résultats florissants.

Cet argent doit être investi dans la recherche, dans la formation, dans les salaires, dans la relocalisation d'activités telles que la production de principes actifs, la formulation pharmaceutique et la distribution de médicaments.

**Ce serait bon pour l'entreprise et bon pour notre nation.**

Vos compétences, vos savoir-faire, vos travaux de recherche sont indispensables à la souveraineté sanitaire de notre pays. En supprimant à nouveau plus de 1000 emplois en France, en fragilisant son siège, en externalisant les services support indispensables, en fermant un nouveau centre de recherche, votre direction porterait ainsi un coup très rude à toute l'industrie pharmaceutique nationale.

**Voilà pourquoi tout doit être mis en œuvre par le gouvernement pour empêcher un tel gâchis.** Il doit refuser un plan social en contradiction flagrante avec les derniers résultats rendus publics : 9 milliards de chiffre d'affaires au premier trimestre, en hausse de 6,9%.

Mais l'Etat doit aussi s'engager davantage pour garantir un développement vertueux de votre entreprise, premier groupe pharmaceutique européen. Plusieurs leviers existent pour cela.

Le Parti communiste et ses parlementaires proposent ainsi de conditionner les aides publiques au maintien et à la relocalisation des emplois.

Ils souhaitent également donner plus de pouvoir aux salarié.e.s, et libérer les entreprises du poids des banques et des marchés financiers.

Enfin, nous plaidons pour la création d'un pôle public du médicament, en faisant entrer l'État dans le capital des entreprises stratégiques comme Sanofi.

Vous pouvez compter sur le soutien sans faille des communistes pour refuser la feuille de route inacceptable et même honteuse présentée par Sanofi et démontrer que d'autres choix sont possibles.

**Fabien Roussel,**  
Secrétaire national du PCF  
Député